

Quadrature du cercle pour Macron : 150 quartiers tenus par des islamistes mais faut pas stigmatiser !

écrit par Christine Tasin | 20 janvier 2020



Certes, tous les signaux sont au rouge. Même à la télé, chercheurs et analystes se succèdent pour dire leur inquiétude, pour dire l'horreur de la situation plus qu'explosive que nous vivons, et, surtout la prise en mains par ce que la DGSI appelle des islamistes et qui ne sont que des musulmans appliquant simplement les préceptes coraniques. Ecole, police, hôpitaux... tous les secteurs sont gangrénés. On ne peut plus vivre dans les quartiers. Ensemble ou pas.

Et il y a les municipales... Macron doit absolument envoyer un signal fort, très fort aux électeurs.

Mais quoi faire, quoi dire sans dénoncer l'islam et lui faire sa fête, ce qui reviendrait aux yeux du dcimmi Macron à stigmatiser les musulmans ?

Cela s'appelle la quadrature du cercle...

Cela s'appelle une impasse.

Attendons-nous une fois de plus à de grandes envolées lyriques, à des mouvements de bras, à des promesses, des serments : *« moi grand Macron, ils vont voir ce qu'ils vont voir, cela ne pourra pas durer »* .

Bref, du vent.

Parce que, quoi que pense et dise Macron il ne serait pas d'islamisme sans islam.

Et à part nommer une commission parlementaire qui examine justement, précisément, le rapport entre islam et islamisme, et qui en tire les conséquences qui s'imposent, il n'y a rien à faire. Macron s'apprête donc à pisser dans un violon et à faire prendre des vessies pour des chandelles aux autruches.

A lire sur le sujet

150 quartiers sont "tenus" par les islamistes, selon un document classé secret-défense

La DGSI vient d'établir une cartographie de ces territoires conquis de l'islamisme, à la demande de Christophe Castaner, formulée après l'attentat de Villejuif. Un sujet extrêmement sensible pour l'exécutif, qui ne veut pas stigmatiser la communauté musulmane.

Conséquence ou pas du bel accueil médiatique fait au livre du politologue Bernard Rougier, [Les territoires conquis de l'islamisme](#), l'exécutif semble déterminé à lutter tant bien que mal contre les dérives communautaires, mais craint d'être accusé de stigmatiser les musulmans. Ainsi, le 5 janvier, après l'attentat de Villejuif, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a envoyé un télégramme aux

préfets leur demandant de réunir les GED, à savoir les groupes d'évaluation départementaux. Cette énième réunion aura au moins accouché d'un chiffre, relayé par [Le JDD](#) : 150, soit le nombre de quartiers sous l'emprise de l'islam radical. Des territoires perdus de la République cartographiés par la DGSI.

« Situation alarmante », « proportions inquiétantes », « microterritoires » salafisés...

Le document, classé secret-défense, est extrêmement sensible et n'a été divulgué qu'à un seul ministre, celui de l'Intérieur. Les autres ministères concernés par la lutte contre le communautarisme, et qui se sont réunis pour évoquer le sujet les 5 et 16 décembre, à savoir la Justice, l'Éducation nationale, la Santé, les Collectivités locales ou encore la Jeunesse, n'ont pas de droit de regard. « Les ministres sont sous la pression de Macron, qui leur a demandé de faire des propositions fortes », fait remarquer un connaisseur du dossier au JDD. Le 27 novembre dernier, déjà, Christophe Castaner avait adressé aux préfets une circulaire faisant de « *la lutte contre l'islamisme et le repli communautaire* » un « *nouvel axe de [leur] action* ».

Mais outre les banlieues de Paris, Lyon et Marseille, qu'on sait touchées par le phénomène, plusieurs cités du département du Nord sont dans le viseur des renseignements intérieurs. **À Maubeuge, par exemple, l'Union des démocrates musulmans français (UDMF) a obtenu 40% des voix dans un bureau de vote.** Une « *situation alarmante* » semblable à celle de l'agglomération de Denain ou encore Roubaix, où « *bien qu'historique, la situation prend des proportions inquiétantes* », explique un préfet cité par Le JDD. Parmi ces territoires « tenus » par l'islam salafiste, figurent des zones moins attendues, comme en Haute-Savoie ou dans l'Ain, à Annemasse, Bourg-en-Bresse, Oyonnax ou encore Bourgoin-Jallieu. Enfin, plus surprenant encore, la DGSI constate « *l'apparition de microterritoires qui se*

salafisent dans des zones improbables », telles que Nogent-le-Rotrou, en Eure-et-Loir.

Valeurs actuelles

.

Islamisme : Emmanuel Macron cherche un plan

Le gouvernement doit présenter son plan de lutte avant les municipales. Mais entre la flambée du phénomène, l'impréparation et le cloisonnement des administrations et le risque de stigmatisation des musulmans, la tâche s'avère délicate.

Que faire? Alors qu'[Emmanuel Macron](#) estimait en octobre, après l'attentat de la préfecture de police, que le combat contre le communautarisme constituait « une lutte essentielle », l'exécutif recherche activement un dispositif pour contrer ce phénomène. L'ampleur du chantier est énorme – les signaux d'alerte se multiplient sur la montée de l'influence islamiste dans de nombreux quartiers, mais aussi dans des secteurs comme l'éducation, le sport ou la santé. Face à cela, les administrations semblent désarmées. Et le risque de stigmatiser les musulmans de France complique la tâche. « *Le plan n'est pas ficelé, mais il sera prêt avant les élections municipales* », promet-on à l'Élysée, sans craindre d'être accusé d'électorisme...

suite réservée aux abonnés

[Lejdd.fr](#)

.

France, la DGSI a liste 150 quartiers sous l'emprise de l'islam radical

Le 5 janvier, après l'attentat de Villejuif, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a adressé un télégramme

aux préfets pour leur demander de réunir les GED (groupes d'évaluation départementaux). La DGSI vient de cartographier les quelque 150 quartiers « tenus » selon elle par les islamistes : un document classé secret-défense, qui n'a pas été divulgué, à l'exception de l'Intérieur, même aux ministres intéressés. Lesquels se voient présenter le document oralement par un fonctionnaire assermenté, tant le sujet est sensible...

Outre les banlieues de Paris, Lyon et Marseille, depuis longtemps touchées par le phénomène, y figurent plusieurs cités du Nord : entre autres Maubeuge, où l'Union des démocrates musulmans français (UDMF) a atteint 40% dans un bureau de vote et où « la situation est alarmante » ; l'agglomération de Denin ; ou encore Roubaix, où, « bien qu'historique, la situation prend des proportions inquiétantes », selon un préfet. Mais aussi des zones plus inattendues, comme en Haute-Savoie ou dans l'Ain, à Annemasse, Bourg-en-Bresse, Oyonnax ou Bourgoin-Jallieu. Encore plus surprenante, « l'apparition de microterritoires qui se salafisent dans des zones improbables », poursuit ce préfet, comme Nogent-le-Rotrou, en Eure-et-Loir.

[...]

Lejdd.fr

[Source de l'extrait publié ci-dessus](#)